

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1157
E/CN.5/506
18 octobre 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session
COMMISSION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL
Vingt-quatrième session

**ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES CONTRE LES
PERSONNES NÉES HORS MARIAGE**

Note du Secrétaire général

1. A sa vingt-neuvième session, en 1973, la Commission des droits de l'homme a examiné une question portant sur l'Etude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage, faite par M. Vieno Voitto Saario, Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités 1/ et sur le projet de principes généraux concernant l'égalité des personnes nées hors mariage et la non-discrimination à l'égard de ces personnes élaboré par la Sous-Commission à sa dix-neuvième session en 1967 2/. La Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général qui lui avait été présenté à sa vingt-huitième session (E/CN.4/1078) et des additifs à celui-ci (E/CN.4/1078/Add.1 à 5), établis conformément à la résolution 1 (XXII) de la Sous-Commission et contenant les réponses reçues de gouvernements sur les faits nouveaux survenus dans ce domaine.

2. A sa cinquante-quatrième session, le Conseil économique et social a, sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme, adopté la résolution 1787 (LIV) dans laquelle il priait le Secrétaire général de transmettre le projet de principes susmentionné aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales régionales et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, pour qu'ils fassent connaître leurs commentaires et observations. Dans la même résolution, il a également invité la Commission du développement social et la Commission de la condition de la femme à examiner, selon qu'il conviendra, l'Etude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage et le projet de principes généraux y relatifs, en tenant

1/ Publication des Nations Unies, numéro de vente F.68.XIV.3.

2/ Ibid., annexe VII.

compte des observations qu'aura reçues le Secrétaire général et a prié la Commission des droits de l'homme d'examiner à nouveau la question à sa trente et unième session 1/.

3. Au 18 octobre 1974, le Secrétaire général avait reçu des observations sur le projet de principes des Etats Membres suivants : Afghanistan, Autriche, Chypre, Danemark, Equateur, Egypte, Fidji, Finlande, France, Ghana, Guatemala, Guyane, Italie, Jamaïque, Laos, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Pays-Bas, Pologne, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Roumanie, Suède, Suisse et Union des Républiques socialistes soviétiques.

4. Des observations ont également été présentées par l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation mondiale de la santé, par le Conseil de l'Europe ainsi que par les organisations non gouvernementales suivantes : Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines; Armée du salut, Bureau international catholique de l'enfance; Comité consultatif mondial de la société des amis; Conseil international de l'action sociale; Union mondiale des organismes pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence.

5. Le projet de principes généraux et les passages essentiels des observations reçues ainsi qu'un index des observations sur certains paragraphes du projet de principes sont reproduits dans un additif au présent document.

1/ A sa vingt-cinquième session, en 1974, après avoir examiné la question, la Commission de la condition de la femme a rappelé que dans sa résolution 6 (XX) elle s'était déclarée favorable au projet de principes et demandé l'établissement d'une étude sur la condition de la mère célibataire; il en était résulté que, par sa résolution 1679 (LII), le Conseil économique et social avait élaboré un ensemble de principes généraux visant à éliminer la discrimination à l'égard de la mère célibataire. Compte tenu des considérations qui précèdent, la Commission a décidé qu'il était inutile qu'elle prenne d'autres mesures au sujet de la résolution 1787 (LIV) du Conseil (E/5451, par. 6).